

Deux mille Finlandais vont tester un "revenu universel"

Finlande Helsinki met en œuvre une expérience pilote qui s'étendra sur deux ans.

Slim Allagui
Correspondant à Helsinki

Revenu de base, revenu universel, revenu d'existence... Ces termes différents reviennent régulièrement dans les débats depuis le siècle dernier. Ils désignent cette allocation pour tous, destinée notamment à éradiquer la pauvreté et à lutter contre la précarité.

Cette idée, évoquée au XVI^e siècle par le philosophe anglais Thomas More dans son livre "L'Utopie", et relayée en 1792 par son compatriote Thomas Paine, rattachée à la Révolution française, avec son slogan "Sans revenu, point de citoyen !", a été longtemps considérée comme une pure utopie. Remise à l'ordre du jour au XIX^e par les socialistes utopiques, à l'instar du juriste belge Joseph Charlier et par nombre de penseurs et figures emblématiques au XX^e siècle comme Milton Friedman et Michel Foucault, elle a été testée à petite échelle au Canada, en Alaska et aux Pays-Bas, et depuis le 1^{er} janvier en Finlande, premier Etat européen, voire mondial, à l'expérimenter au niveau national.

Un revenu "incitatif"

Deux mille Finlandais sans emploi, tirés au sort dans tout le pays, et âgés de 25 à 58 ans, recevront ce lundi 9 janvier pendant deux ans un montant net de 560 euros par mois, correspondant aux minima sociaux, dans ce pays où le chômage est de 8,1 % et où le revenu net moyen dépasse les 2 200 euros par personne selon l'OCDE.

Mais peut-on vivre avec un tel montant dans un des pays les plus chers d'Europe ? *"Evidemment non. Le but n'est pas de vivre aux frais de la princesse en coulant des jours paisibles dans l'oisiveté"*, déclare à "La Libre" Olli Kangas, président du groupe de travail sur ce projet à la Sécurité sociale finlandaise, Kela.

C'est pourquoi le gouvernement de centre-droit et le Parlement ont rejeté des propositions de revenu de base plus élevé, de 800 voire 1000 euros, *"fixant délibérément un montant bas pour inciter les chômeurs à être actifs sur le marché de l'emploi, à chercher du travail, même temporaire ou à temps partiel"*, explique-t-il. Les autorités visent aussi *"à simplifier les règles bureaucratiques et éviter les effets pervers du système de protection sociale qui encouragent la passivité"*.

"Les bénéficiaires bénéficieront néanmoins de l'aide au logement et de l'assurance-maladie. Et, en prime, ils garderont ce revenu même s'ils réussissent à trouver du travail. Ce sera un supplément", ajoute M. Kangas.

Critiques syndicales

Si l'opinion publique s'est déclarée en majorité en faveur de cette expérience, les syndicats demeurent réservés, estimant que le cadre est trop restreint pour en tirer des enseignements utiles. Le patronat applaudit en revanche cette initiative. Ardent défenseur de cette idée depuis 2001, le magnat de la banque Björn Wahlroos pense que *"c'est la solution dans un monde de plus en plus numérisé et robotisé qui va laisser les cols bleus devant deux choix : prendre un emploi à bas salaire ou le chômage"*. *"La solution est d'introduire un revenu de base universel qui permet aux citoyens de chercher un*

travail pour le compléter", pense-t-il.

Les autorités se donnent deux ans pour évaluer ce projet et envisager son extension à tous les citoyens chômeurs. *"Mais la durée choisie est trop courte"* regrette le professeur Kangas, *"et l'échantillon sélectionné trop petit"* pour en tirer des *"conclusions fiables"*. Mais c'est de la question des coûts dont va dépendre la

généralisation éventuelle du revenu de base. Financé à hauteur de 20 millions de couronnes (2,095 millions d'euros) par la Sécurité sociale, le projet ne pourrait être étendu que si les Finlandais sont prêts à en payer le prix, qui serait exorbitant. Et les partis politiques n'envisagent pas d'aller si loin, du moins pour l'instant.

560

EUROS NET PAR MOIS

Deux mille Finlandais sans emploi et tirés au sort recevront ce revenu dès ce lundi et pendant deux ans.